



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
départementale
de l'équipement
et de l'agriculture
Essonne

N° 325 - Décembre 2009

Emploi

La Base Aérienne 217 et le 1^{er} Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre en Essonne

Des activités aux effets limités sur l'emploi local

Au 1^{er} juillet 2009, la Base Aérienne 217 et le 1^{er} Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre emploient 2 332 personnes en Essonne et génèrent 33 emplois dans ce département du fait de leurs commandes. En ajoutant les conjoints et les enfants, ce sont 5 000 personnes en Ile-de-France qui sont concernées dont environ 4 000 en Essonne. Leurs dépenses de consommation induisent 481 emplois dans ce département.

Sandrine Bouffin et Marielle Dhune
Insee, Service études et diffusion

Au 1^{er} juillet 2009, la Base Aérienne 217 (BA 217) et le 1^{er} Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre (1^{er} GLCAT) emploient 2 332 personnes, 80 % de militaires et 20 % de civils. Ces deux établissements sont implantés sur les communes de Brétigny-sur-Orge, Le Plessis-Pâté, Vert-le-Grand, Leudeville et Saint-Germain-lès-Arpajon. Ils sont situés à la jonction de quatre intercommunalités (Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne, Communauté d'agglomération du Val d'Orge, Communauté de communes du Val d'Essonne et Communauté de communes de l'Arpajonnais). Ces salariés et leur famille représentent 5 015 personnes dont 3 948 vivent dans le département de l'Essonne .

Les emplois des établissements militaires, ceux liés à leurs activités (indirects) et ceux générés par les dépenses de consommation des familles (induits) sont estimés à 3 135 pour l'ensemble de la région Ile-de-France, 2 846 étant localisés

dans le département de l'Essonne (⇒  Avertissement).

La population totale des ménages de l'ensemble de ces salariés est estimée à 5 360 dans le seul département de l'Essonne. Les militaires et les civils de la BA 217 et du 1^{er} GLCAT et leur famille représentent les trois quarts de cette population, les employés des établissements fournisseurs et prestataires de services et leur famille seulement 1 %.

Les emplois indirects : seulement une centaine sur toute l'Ile-de-France

Parmi les 750 fournisseurs ou prestataires nationaux nécessaires aux activités des deux établissements militaires (hors administrations), trois quarts sont localisés en Ile-de-France. Ils honorent 80 % des contrats de la BA 217 et du 1^{er} GLCAT. Deux autres régions, le Nord-Pas-de-Calais et le Centre réalisent respectivement 8 % et 6 % de la valeur des contrats.

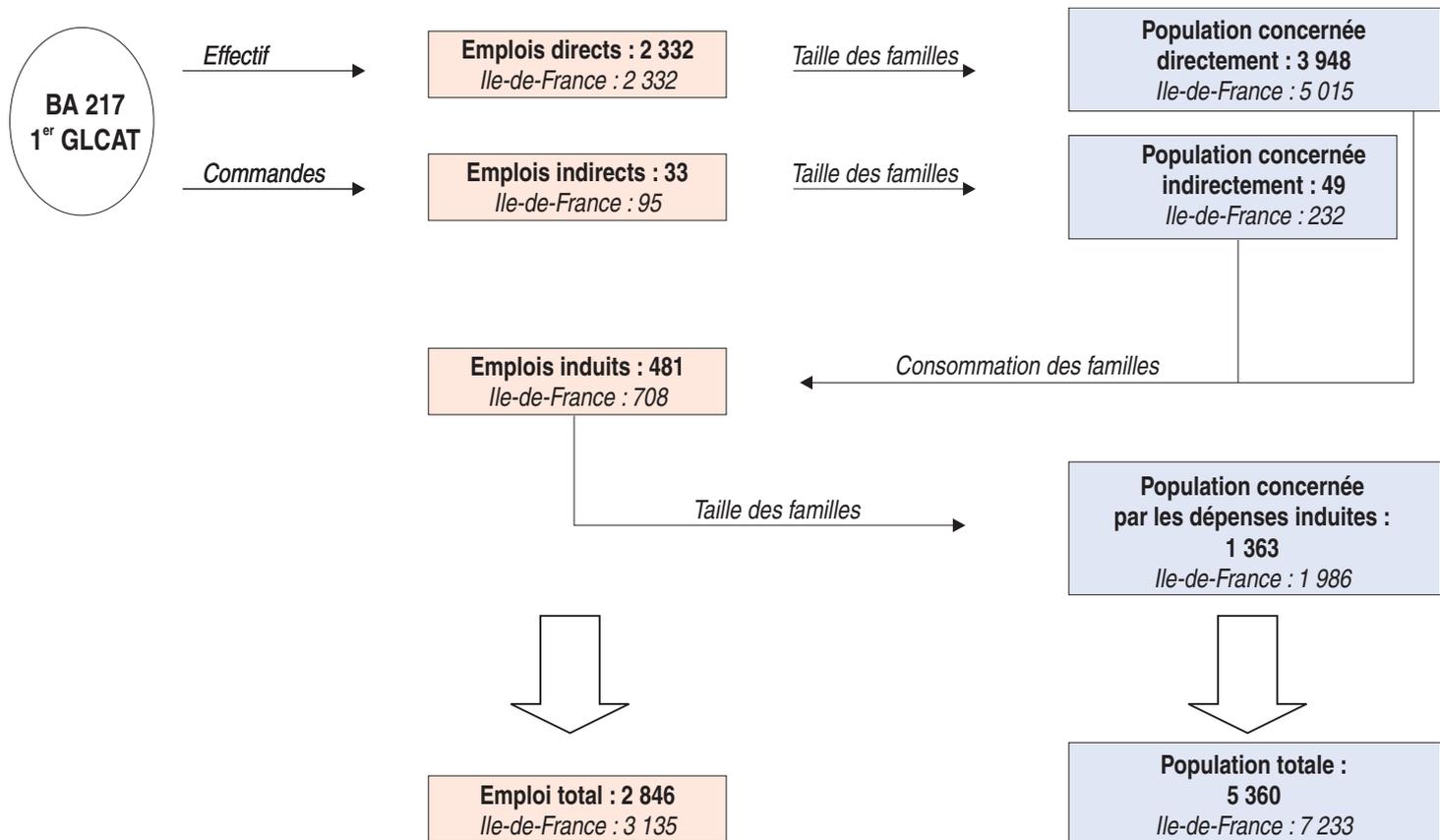
Les dépenses des établissements militaires génèrent indirectement l'équivalent de 95 emplois dans la région, dont 33 dans le département de l'Essonne.

Avertissement

Cette étude donne une estimation du nombre de personnes et d'emplois liés aux activités de la Base Aérienne 217 (BA 217) et du 1^{er} Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre (1^{er} GLCAT) : emplois en leur sein (directs), emplois chez leurs fournisseurs (indirects) et emplois induits par la consommation résidentielle des familles concernées par l'activité de ces établissements.

Il ne s'agit pas d'une prévision des emplois qui seraient supprimés suite à l'évolution des sites militaires. Partiellement transférés ou remplacés, une partie des emplois directs militaires serait effectivement perdue pour le territoire étudié, mais ce ne serait pas nécessairement le cas des emplois indirects. En effet, les établissements fournisseurs réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires avec la BA 217 et le 1^{er} GLCAT et devraient donc parvenir à compenser la perte.

1 2 846 emplois et 5 360 personnes liés à la BA 217 et au 1^{er} GLCAT dans l'Essonne



Sources : Insee, BA 217 et 1^{er} GLCAT

La commune d'Echarcon accueille la moitié de ces emplois indirect du fait d'un important contrat avec une société de nettoyage implantée dans cette commune.

Le conseil pour les affaires et la gestion, le nettoyage et le commerce de gros de

produits alimentaires sont les principales activités à l'origine de ces emplois. Chacune d'elles représente environ 10 % du total des factures. Cependant, aucun établissement fournisseur ne semble dépendre fortement des activités des sites militaires. En effet, les montants des

commandes représentent au plus 15 % de leur chiffre d'affaires. Parmi les 209 établissements fournisseurs essonniers, seuls 15 ont plus de 5 % de leurs emplois liés aux activités de la BA 217 et du 1^{er} GLCAT, et aucun ne dépasse 10 %. La dépendance des fournisseurs locaux est faible car les principaux contrats des deux établissements militaires relèvent de marchés nationaux.

Ces effets indirects limités des établissements militaires sur l'activité économique locale ne sont pas spécifiques à l'Ile-de-France. Ces résultats sont également observés dans d'autres régions comme en Champagne-Ardenne, avec la base aérienne 112 localisée dans la Marne, ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le Centre national d'aguerissement en montagne de Briançon (⇒ Pour en savoir plus). D'une manière générale, les établissements militaires vivent en autosuffisance quel que soit leur lieu d'implantation. Généralement, les bases sont dotées de personnels spécialisés par corps de métier. Sur place, les petits travaux de maintenance, comme les réparations d'électricité ou la plomberie, sont assurés par les militaires. Ils ont également accès à des services : par exemple, un médecin militaire est affecté en permanence à la base.

Définitions et méthode

Célibataire géographique : personne logée dans une communauté et n'ayant pas un état matrimonial de célibataire. Cette personne peut vivre la semaine sur une base militaire et rentrer le week-end dans la commune de résidence de sa famille.

Emploi ou effet direct : nombre de salariés de la BA217 et du GLCAT. Les données ont été fournies par les deux établissements. L'ensemble des salariés est comptabilisé sur la commune de Brétigny-sur-Orge qui correspond à l'adresse légale de ces établissements.

Emploi ou effet indirect : nombre de salariés employés par les établissements fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services des deux établissements militaires. Les établissements militaires ont communiqué la liste de leurs fournisseurs. La méthode de calcul consiste à imputer pour chaque fournisseur un nombre d'emplois dédiés à l'activité et aux besoins de la BA 217 et du 1^{er}

GLCAT au prorata du montant des commandes passées dans leur chiffre d'affaires.

Emploi ou effet induit : nombre d'emplois nécessaires à la vie courante pour satisfaire la consommation des militaires et de leur famille. C'est l'effet multiplicateur de toute activité économique. Les emplois induits sont calculés au lieu de travail (là où le service est offert) et par convention, les salariés liés à l'effet induit résident dans la commune où ils travaillent.

Passage de l'emploi au lieu de résidence à la population : la population concernée par l'activité des établissements militaires est composée de l'ensemble des personnes comptabilisées dans les effets directs, indirects et induits. Cette population est estimée au niveau communal en utilisant la taille moyenne des ménages ayant au moins un actif, donnée issue du recensement de la population 2006.

La population ainsi calculée représente l'inscription territoriale de la BA 217 et du 1^{er} GLCAT.

Des emplois induits plus nombreux et disséminés sur plusieurs communes de l'Essonne

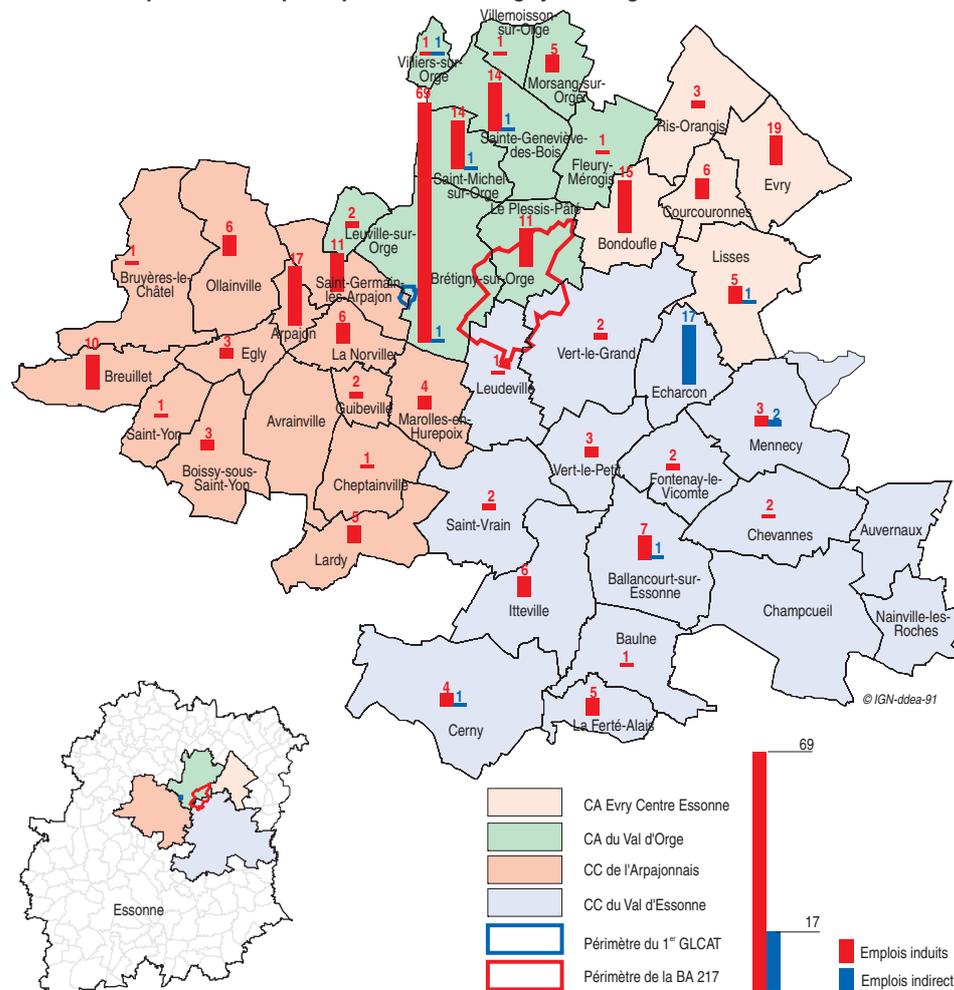
Les emplois induits par la consommation résidentielle des familles sont estimés au 1^{er} juillet 2009 à 480 dans le département de l'Essonne, ils représentent ainsi 15 % de l'ensemble des emplois générés par la BA 217 et le 1^{er} GLCAT. Ainsi, pour cinq salariés liés directement ou indirectement aux établissements, un emploi induit est nécessaire. Il s'agit essentiellement d'emplois dans les activités sociales, éducatives, dans les commerces de proximité et la santé. Cet effet induit est fortement lié au lieu d'habitation des personnes. L'ensemble des personnels célibataires logés sur la base consomme peu, voire pas du tout dans leur commune d'habitation. Tous les services leur sont offerts sur place. Ainsi, les emplois induits calculés concernent uniquement les besoins des personnels et de leur famille logés en dehors de la base.

Les emplois induits sont principalement localisés dans la commune de Brétigny-sur-Orge (14 % de l'ensemble des emplois induits de l'Essonne) puis, dans une moindre mesure, les communes de Viry-Châtillon (6 %) et d'Étampes (5 %). Néanmoins, ces emplois ne se restreignent pas à un nombre limité de communes mais sont relativement dispersés sur l'ensemble du département de l'Essonne : la moitié des emplois induits est disséminée sur une douzaine de communes. Au total, l'effet induit se diffuse dans 108 communes du département de l'Essonne, soit 55 % des communes du département, et il concerne de 1 à 69 emplois selon les communes ②. Du fait de cette dispersion, les emplois induits ne représentent qu'une très faible part de l'emploi salarié local, rarement plus de 1 % ③.

La plupart des salariés réside dans le département de l'Essonne

Les salariés des deux établissements militaires habitent presque exclusivement en Ile-de-France et plus particulièrement dans le département de l'Essonne (82 %). Paris et sa petite couronne accueillent environ 7 % des personnels mi-

② Des emplois induits principalement à Brétigny-sur-Orge



litaires et civils. La BA 217 et le 1^{er} GLCAT offrent des structures d'hébergement : environ 800 célibataires, dont 36 % sont « célibataires géographiques »

(⇒ Définitions et méthode), et une vingtaine de familles sont logés sur la base. Le reste des effectifs est dispersé dans l'ensemble du département, et

③ Un effet induit limité

	Emploi induit	Part de l'emploi induit dans l'emploi total de la commune (en %)
CA d'Evry Centre Essonne dont	48	0,1
Evry	19	0,1
Bondoufle	15	0,2
CA du Val d'Orge dont	119	0,4
Brétigny-sur-Orge	69	0,8
Sainte-Geneviève-des-Bois	14	0,2
Saint-Michel-sur-Orge	14	0,3
Le Plessis-Pâté	11	0,4
CC de l'Arpajonnais dont	69	0,4
Arpajon	17	0,4
Saint-Germain-lès-Arpajon	11	0,7
Breuillet	10	1,3
CC du Val d'Essonne dont	39	0,3
Ballancourt-sur-Essonne	7	0,7
Total des 4 EPCI	275	0,2
Ensemble Essonne	481	0,1

Lecture : les 10 emplois induits générés dans la commune de Breuillet représentent 1,3 % de l'ensemble des emplois offerts dans la commune de Breuillet.

Source : Insee, CLAP 2007

principalement dans les communes facilement desservies par les réseaux ferrés et la Francilienne.

Les salariés des établissements fournisseurs résident, quant à eux, dans l'ensemble de la région. Les départements de l'Essonne et de la Seine-Saint-Denis hébergent respectivement 18 % des salariés concernés par l'emploi indirect.

Au total, les salariés comptabilisés dans l'emploi direct et l'emploi indirect et leur famille représentent près de 4 000 personnes qui habitent dans le département de l'Essonne.

Les quatre intercommunalités inégalement touchées

Outre les 2 332 emplois directs, la BA 217 et le 1^{er} GLCAT génèrent au 1^{er} juillet 2009 environ 300 emplois induits et indirects sur le territoire des quatre intercommunalités où ils sont installés. Ils regroupent ainsi 59 % des emplois indirects et induits du département de l'Essonne.

Chaque intercommunalité est concernée par les activités des établissements militaires mais de façon modeste et par des effets différents. La communauté d'agglomération du Val d'Orge concentre l'ensemble des salariés et en héberge la plupart. Les emplois indirects et induits (123 emplois) ne représentent néanmoins que 0,4 % de l'ensemble des emplois de cette intercommunalité. Ainsi, si l'ensemble des personnels militaires était amené à être transféré sur un autre territoire, la conséquence sur l'emploi local serait limitée. Cette part dans l'emploi local est la même pour la communauté de communes de l'Arpajonnais. La communauté de communes de Val d'Essonne compte, quant à elle, 60 emplois (dont un tiers d'emplois indirects) soit 0,5 % des emplois locaux.

Les quatre intercommunalités hébergent 65 % des ménages. C'est dans la commu-

4 1 % de la population des EPCI est concerné par les activités de la BA 217 et du 1^{er} GLCAT

Part de la population concernée par l'ensemble des effets

	Effet direct et indirect	Effet induit	Effet total	Part de la population concernée dans la population totale de la commune (en %)
CA d'Evry Centre Essonne dont	332	139	471	0,4
<i>Bondoufle</i>	106	45	152	1,6
<i>Evry</i>	130	53	183	0,3
<i>Courcouronnes</i>	41	17	57	0,4
CA du Val d'Orge dont	1 274	328	1 602	1,3
<i>Brétigny-sur-Orge*</i>	585	191	775	3,4
<i>Le Plessis-Pâté**</i>	416	31	446	11,5
<i>Sainte-Geneviève-des-Bois</i>	98	39	136	0,4
<i>Saint-Michel-sur-Orge</i>	95	36	131	0,7
CC de l'Arpajonnais dont	497	199	696	1,1
<i>Arpajon</i>	118	39	158	1,6
<i>Saint-Germain-lès-Arpajon</i>	79	32	111	1,2
<i>Breuillet</i>	70	31	102	1,3
<i>Ollainville</i>	47	18	65	1,4
<i>La Norville</i>	45	18	63	1,6
CC du Val d'Essonne dont	609	117	726	1,4
<i>Vert-le-Grand***</i>	397	7	404	17,6
<i>Itteville</i>	33	20	53	0,9
<i>Ballancourt-sur-Essonne</i>	31	19	50	0,7
Total des 4 EPCI	2 713	783	3 496	1,0
Ensemble Essonne	3 997	1 363	5 360	0,4

*dont 91 célibataires (géographiques ou non) logés sur base ;
**dont 333 célibataires (géographiques ou non) logés sur base ;
***dont 379 célibataires (géographiques ou non) logés sur base.

Source : Insee, CLAP 2007 et Recensement de la population 2006

nauté d'agglomération du Val d'Orge que la population liée aux deux établissements militaires réside le plus fréquemment : 30 %. Néanmoins, elle ne représente que 1,3 % de la population totale de cet EPCI. Cette proportion est identique dans les trois autres intercommunalités 4.

Vert-le-Grand et Le Plessis-Pâté : Au global, plus de 10 % de leur population concernée

Huit communes accueillent la moitié des salariés issus des emplois directs, indirects, induits et leur famille. La commune qui compte le plus grand nombre de salariés et leur famille est Brétigny-sur-Orge avec près de 800 personnes, soit 3 % de la population locale. Viennent

ensuite les communes de Plessis-Pâté avec 450 personnes et de Vert-le-Grand avec 400 personnes. La part de la population liée à l'activité des deux établissements militaires dans la population locale est plus importante, respectivement de 12 % et de 18 %, pour ces deux communes.

Pour en savoir plus

Bréfrot M., Panafieu N. : « La base aérienne 112, un effet limité sur l'activité économique », *Insee flash Champagne-Ardenne*, n° 104, juin 2009.

Timotéo J. : « L'impact économique du Centre national d'aguerrissement en montagne de Briançon », *Insee Provence-Alpes-Côte d'azur*, rapport d'étude n° 25, mai 2009.

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le-Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

© Insee 2009

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Patrick Pétour
Chef de projet : Marielle Dhune
Rédactrice en chef : Christel Collin
Secrétaire de rédaction : Françoise Beaufils
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Droux - Nicolas Renaud
Impression : S. N. Rafal

Publication téléchargeable à partir du site Internet : www.insee.fr/ile-de-france

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage 10932552

Dépôt légal : 2^e semestre 2009

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france